

**LES PARLEMENTAIRES DOIVENT TOUJOURS ÊTRE AU SERVICE DES CAUSES
LES PLUS JUSTES DE L'HUMANITÉ**

Oscar Arias Sánchez
Ancien président de la République du Costa Rica
XI^e Assemblée générale de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA)
Québec, 7 septembre 2011

Chers amis,

Je vous remercie sincèrement de m'avoir invité à me joindre à vous aujourd'hui, comme ce fût le cas il y a quatorze ans, lors de la première Assemblée de la Confédération parlementaire des Amériques. L'honneur est pour moi toujours le même, mais force est d'admettre que notre Amérique a bien changé. Lorsque j'ai entrepris ma carrière politique il y a quarante ans, une telle réunion aurait été impossible. En effet, l'idée même d'organiser une rencontre réunissant un si grand nombre de représentants élus démocratiquement, dont bon nombre de femmes, aurait relevé de la chimère, car à cette époque toutes nos nations ne connaissaient pas les privilèges de la démocratie. Les citoyens n'étaient pas tous égaux face aux lois et aux constitutions. Les peuples n'étaient pas tous libres, et les droits fondamentaux de bon nombre d'entre eux se voyaient bafoués. Les législatures que vous représentez font foi des progrès réalisés depuis par nos nations dans la construction de l'idéal démocratique.

Dans tous les États de notre continent, à l'exception de Cuba, l'expression de volonté populaire par la tenue d'élections régulières, le pluralisme politique et le respect des libertés individuelles ont maintenant préséance. Bien que nous l'oublions parfois, nos pays ont fait de grands pas, voire des pas de géant. Quels que soient les défauts de nos assemblées législatives, nous ne devons pas perdre de vue que le simple fait de compter sur un parlement dont les représentants sont élus démocratiquement constitue un signe indiscutable de maturité politique.

Il s'agit là du message le plus puissant que nous envoyons aujourd'hui au reste du monde : nous ne sommes pas ici pour mettre la démocratie à l'essai, sinon pour l'évaluer. Nous ne sommes pas ici pour instaurer la démocratie, mais bien pour la défendre. Nous ne sommes pas ici pour lui demander des comptes, sinon pour l'améliorer. La cause de la démocratie nous est familière. Nous sommes convaincus que même la plus imparfaite des démocraties est plus respectueuse des droits de la personne que la dictature la plus éclairée.

La démocratie est une victoire fondamentale de notre continent. Nous savons maintenant que l'avenir de nos nations s'écrira en termes de démocratie et de liberté, ou ne s'écrira pas. Les parlements sont synonymes de démocratie, de paix et de respect de l'égalité entre les hommes et les femmes. Lorsque dans ces assemblées les parlementaires discutent et débattent, lorsqu'ils échangent des idées, c'est indéniablement la volonté des personnes libres qui s'exprime. Je demeure convaincu de l'importance des parlements dans la vie de nos nations. Dans un monde qui a aboli les distances et se fait toujours plus complexe et plus égoïste, la force politique et la force morale des parlements doivent toujours être au service des causes les plus justes de l'humanité.

J'ai été membre de la législature de mon pays. Cette expérience m'a fait comprendre qu'une assemblée législative incarne le dialogue, la négociation et la

recherche constante de compromis, et que pour y parvenir il faut savoir céder et ne pas se croire le détenteur exclusif de la vérité. J'ai aussi appris que dans cette négociation constante qui mène au compromis, il est nécessaire d'être à l'écoute des électeurs, de ses collègues au sein du parti et de ses adversaires. J'ai également compris que lorsqu'on se bat pour des causes que l'on estime essentielles pour le renforcement de la démocratie, la défaite n'existe pas. L'attente ne signifie nullement que l'on renonce ou que l'on n'a pas la force de ses principes.

De nos jours, le mot « démocratie » fait partie du vocabulaire courant de milliards de personnes à travers le monde. Et, dans presque tous les cas, ce mot désigne ce qui est bon, ce qui est juste, ce qui donne de l'espoir. Mais je ne suis pas de ceux qui croient que les bonnes choses se perpétuent d'elles-mêmes. Pour demeurer vigoureuse, la démocratie a non seulement besoin de la participation citoyenne et des libertés individuelles, d'élections libres et du développement humain, mais également de réflexion, de raisonnement et d'autocritique. Elle requiert d'abord et avant tout de faire appel à la rationalité et à la raison, deux éléments qui font trop souvent défaut dans les parlements d'Amérique latine. La démocratie dépend tout autant de ce que nous faisons que de ce que nous ne faisons plus. Comme l'a bien résumé un chercheur reconnu dans ce domaine : « *democracy will not persist by default.* »

Les raisons ne nous manquent pas, à nous, les enfants de l'Amérique latine, de nous interroger sur la stabilité et la durabilité des démocraties que nous avons implantées dans la région au prix de tant d'efforts. Aujourd'hui, faisant écho à des préoccupations tout à fait légitimes, on parle un peu partout en Amérique de renforcer nos régimes démocratiques, lesquels, malgré leurs failles et leurs dérèglements, sont infiniment meilleurs que les systèmes mis en place par les satrapes du passé. Nous ne devons sous aucun prétexte perdre de vue que la démocratie est le seul système de gouvernement permettant de construire un monde nouveau et dans lequel il fait bon vivre. Nous ne devons sous aucun prétexte cesser de croire que la démocratie est le seul système politique qui offre à tous les individus la possibilité de prendre part activement à l'établissement d'un avenir meilleur.

Il en va donc de notre responsabilité de faire en sorte que la démocratie rayonne de façon permanente partout dans notre continent. Pour ce faire, il nous faut réfléchir et nous attaquer avec diligence à trois défis de taille : nous devons d'abord améliorer nos démocraties sans les détruire et sans céder aux sirènes du populisme et de l'autoritarisme; nous devons ensuite déterminer comment les rendre plus efficaces, de manière à ce qu'elles servent de levier à nos aspirations de développement; nous devons finalement construire des démocraties plus complètes, grâce à une participation accrue des femmes dans l'arène politique. C'est autour de ces trois grands défis que j'articulerai mon discours aujourd'hui.

En ce qui concerne le premier défi, d'aucuns argumenteront qu'il est impossible de détruire la démocratie si l'on aspire à l'améliorer. Je ne partage pas cette certitude. Les livres d'histoire abondent en héros de la démocratie qui se sont convertis en ennemi du peuple. Ces individus ont confondu la volonté populaire avec leur propre volonté. Ils ont éliminé les libertés individuelles uniquement pour conserver les rênes du pouvoir. Cette situation pose un dilemme que nous n'avons pas encore été à même de résoudre : comment agir envers les démocraties dont les dirigeants se comportent de façon autoritaire, mais qui ne constituent pas des dictatures au sens propre? Pour faire honneur à la vérité, il faut admettre qu'en Amérique il n'existe qu'une seule dictature. Les autres régimes, que l'on soit ou non d'accord, sont des démocraties présentant un degré plus ou moins élevé de consolidation ou de décadence.

L'une des supercheries les plus en vogue en Amérique latine et dans plusieurs autres régions du globe consiste à faire croire que chaque nation peut instaurer une

démocratie ou des libertés qui lui sont spécifiques. Trop souvent, ces prétextes ne servent qu'à voiler des visées oppressives ou autoritaires. Je suis pour ma part convaincu que les principes de la démocratie sont universels et que les pays sont démocratiques à divers degrés, selon qu'ils se conforment au système ébauché par les Grecs, et perfectionné par les Américains et les Canadiens, et peaufiné par les Scandinaves, et que nous cherchons aujourd'hui à enraciner, avec plus ou moins de succès, dans plusieurs pays du globe.

Le pouvoir que confère la démocratie est toujours limité. Par définition, un dirigeant démocrate fait face à une opposition politique, fait l'objet d'un contrôle par les médias, est la cible de critiques de la part des groupes d'intérêt, est supervisé par les pouvoirs législatif et judiciaire, jouit d'un mandat d'une durée déterminée, agit conformément à un cadre légal et est continuellement soumis à l'examen populaire et à l'évaluation publique de sa gestion. Voilà les règles de base présidant à l'exercice du pouvoir en démocratie, et quiconque prétend être au-dessus de celles-ci s'expose à des dérives autoritaires, même s'il a été élu par le peuple.

Certains gouvernements d'Amérique latine et d'autres régions du monde ont cru à tort que le mandat populaire qui leur avait été accordé leur donnait la licence de modifier les règles du jeu électoral afin d'aller de l'avant avec leur projet politique. Il nous faut demeurer vigilants. Les élections sont l'une des assises du processus démocratique, mais ne constituent en aucun cas le processus démocratique. Si un dirigeant brime les droits individuels, réduit la liberté d'expression et s'attaque sans justification à la liberté d'entreprise, il mine les fondements mêmes du système démocratique qui lui a permis d'accéder au pouvoir.

Ceux qui aspirent à renverser ou démettre ces gouvernements par la violence ou d'une façon contraire à la constitution et aux lois jouent le même jeu autocratique que ceux qu'ils prétendent combattre. Si nous avons tiré une leçon de l'expérience douloureuse du Honduras, c'est bien qu'un coup d'État n'est jamais une bonne idée. La seule manière d'ébranler le pouvoir de ceux qui prétendent se l'arroger sous prétexte qu'ils ont obtenu le soutien populaire consiste justement à miner cet appui grâce à l'éducation civique, à des projets de développement et à des idées. Il y a quatorze ans, j'ai dit devant cette même Assemblée :

« L'éducation est nécessaire pour consolider la démocratie. Elle transforme les habitants d'un pays en citoyens. Elle permet de dissiper, une fois pour toutes, une illusion que nous traînons depuis des siècles, à savoir qu'il est possible de fonder des républiques malgré l'absence de républicains. L'éducation est nécessaire afin que les citoyens soient à même de contribuer de façon créative à l'avancement de leur société. L'éducation est nécessaire pour éviter que nos peuples ne succombent aux paroles séduisantes des démagogues et des despotes, pour qu'ils connaissent leurs droits et leurs responsabilités à titre de citoyens, pour qu'ils fassent reconnaître ces droits et assument ces responsabilités en étant pleinement conscients de leur sens. L'éducation est nécessaire pour qu'aucun habitant de notre planète ne perde par ignorance l'occasion de devenir maître de son destin unique et transcendant, ce qui constitue l'axiome qui sous-tend la doctrine des droits de la personne. »

Malheureusement, quatorze ans plus tard, nous n'avons toujours pas appris à résister aux charmes de la démagogie et du populisme, et ce, parce que les faux messies ne sont pas tant au cœur du problème que les peuples qui continuent de se prosterner à leurs pieds. Il ne sert à rien à l'Amérique latine de se débarrasser de ses dirigeants aux tendances autoritaires, si c'est pour les remplacer par de nouveaux comédiens cherchant à rejouer le même acte.

Ceci m'amène au deuxième thème que je désire aborder : la nécessité de transformer nos systèmes démocratiques de manière à ce qu'ils soient plus efficaces,

particulièrement nos assemblées législatives, afin d'éviter que nos concitoyens ne cèdent aux promesses trompeuses des dirigeants autoritaires pour répondre à leurs besoins criants. En 1997, je me suis posé la question suivante devant les parlementaires qui étaient alors réunis dans cette Assemblée : « Combien de pauvreté peut supporter la démocratie? La question n'est nullement rhétorique. L'enthousiasme soulevé par l'arrivée de nouveaux régimes démocratiques en Amérique latine durant les années 1980 s'est estompé de façon constante et généralisée, à de rares exceptions près. Nos démocraties livrent chaque jour une bataille décisive pour leur survie et doivent faire face à des niveaux de violence et d'apathie qui les rendent presque ingouvernables. »

Pour y répondre aujourd'hui, nous devons interroger le passé. L'Amérique latine n'a pas toujours eu le même visage que celui que nous connaissons aujourd'hui. Les conditions dans lesquelles nos sociétés ont émergé étaient tout aussi favorables, voire meilleures que dans d'autres régions. Nous n'avons toutefois pas su en tirer le meilleur parti. Lorsque l'Université Harvard a ouvert ses portes à Boston en 1636 et que l'Université Laval a été fondée à Québec en 1663, les villes de Santo Domingo, Lima, Mexico, Sucre, Bogota, Quito, Santiago et Córdoba comptaient déjà des universités dotées de solides assises. En 1750, le revenu par habitant en Amérique latine était presque le même qu'aux États-Unis. En 1820, il avait pratiquement fondu de moitié. À l'heure actuelle, notre revenu par habitant correspond environ au cinquième de celui des États-Unis et du Canada. Nous avons accédé à l'indépendance de 100 à 150 ans avant la Corée du Sud et Singapour, deux pays qui ont également été sous le joug de puissances ayant exploité leurs richesses. Le revenu par habitant y est toutefois plusieurs fois supérieur à notre région, bien qu'ils ne disposent pas de réserves de ressources naturelles considérables.

Lancer des accusations et chercher des ennemis est chose facile. Ce qui est plus ardu, mais surtout primordial est de reconnaître nos propres torts. À quelques exceptions près, les pays latino-américains sont ceux qui ont le plus lutté depuis leur indépendance pour atteindre le niveau de développement d'un pays industrialisé. Malgré cela, deux siècles après d'avoir déclaré leur indépendance de l'Espagne ou du Portugal, aucune société latino-américaine n'a atteint ce seuil.

Nous sommes tous responsables de l'orientation que nous avons choisie. Il est vrai que certaines nations ont influencé le destin de nos sociétés, mais il est aussi vrai que les nations développées ont également subi la domination de forces hégémoniques. Il serait injuste de dire que seule l'Amérique latine a dû affronter des difficultés majeures dans son cheminement vers une plus grande prospérité. Mais il semble que les Latino-Américains soient toujours aussi peu portés à l'autocritique. Notre région demeure un regroupement de devises nationalistes et de diatribes anti-impérialiste. La victimisation est le sentiment qui se vend le mieux auprès de l'électorat, et nos gouvernements et parlementaires passent davantage de temps à justifier leur inaction qu'à produire des résultats.

Le prix que nous payons pour cette absence d'examen critique est que nos peuples sont de plus en plus désillusionnés face à la politique. Ce n'est pas un hasard si année après année nos législatures sont durement évaluées par nos citoyens, tel qu'il apparaît dans plusieurs éditions de la fameuse enquête *Latinobarómetro*. Et c'est pourquoi des activités comme celle d'aujourd'hui sont si utiles : elles nous permettent de procéder à cette autocritique. L'Amérique latine a besoin d'un grand coup de cloche afin de réveiller ceux qui se complaisent dans les lamentations; un cri général qui la fasse se relever après s'être si souvent mise à genoux. Si nous pouvions reconnaître que nous sommes nous-mêmes responsables de notre retard, nous comprendrions que nous sommes capables de changer le cours des choses.

Pour y arriver, il faut admettre que certains aspects de notre culture et de nos institutions ont systématiquement miné nos chances d'avancer vers un plus grand développement, notamment la résistance au changement et un esprit d'entreprise déficient; la difficulté de gouverner et l'insécurité juridique; le protectionnisme et le manque de compétitivité; l'insatisfaction envers la classe politique et la tutelle militaire.

L'Amérique latine est la région du monde où l'on résiste le plus au changement. Un tel conservatisme serait plus compréhensible dans des pays comme les États-Unis et le Canada, qui pourraient être tentés de perpétuer la formule ayant permis leur développement. Mais de la part de l'Amérique latine, une telle réaction est franchement déconcertante. Dans plusieurs cas, ce conservatisme s'explique moins par la volonté de maintenir le statu quo que par la peur de l'inconnu ou, pire encore, par le désir de protéger des privilèges acquis. Nous vivons selon la consigne disant que ce que l'on connaît est toujours préférable à ce que l'on pourrait connaître. Nous nous accrochons à notre douleur et à nos nécessités, car nous craignons de perdre ce que nous tenons pour acquis. Nous misons sur tout sauf sur l'avenir.

Bien qu'il soit normal que l'inconnu provoque en nous de l'anxiété et de la peur, cette peur devient paralysante en Amérique latine. Elle crée non seulement des attentes, mais également de la catatonie. Cette situation est aggravée par le fait que trop peu de nos dirigeants politiques ont développé la patience et les aptitudes nécessaires pour accompagner les citoyens dans les processus de réforme.

Je me souviens qu'au cours de mon premier mandat en tant que président du Costa Rica, la plupart des Costaricains privilégiaient une intervention militaire pour mettre fin aux conflits armés en Amérique centrale. Je me suis mis à la tâche de les convaincre que la guerre entraînerait encore plus de douleur et de souffrance, et que la seule avenue possible pour notre région était la paix. Au dernier moment et après de longs débats, une solution pacifique a été décidée. Vingt ans plus tard, pendant mon deuxième mandat, la population craignait fortement les conséquences de la mondialisation et maintenait des monopoles publics obsolètes, sans chercher à établir des ententes commerciales avec les autres régions du globe. J'ai donc entrepris un vaste processus d'ouverture des monopoles publics et d'intégration commerciale en nouant de nouvelles relations diplomatiques et commerciales avec de grandes économies mondiales. Après une longue campagne d'information, les Costaricains ont compris l'importance de ces réformes pour leur avenir. C'est pour cette raison que j'ai souvent dit que gouverner consiste à informer la population, et non à lui faire plaisir. Gouverner signifie prendre des décisions, et non les remettre au lendemain.

Si l'éducation politique est de première importance, l'éducation des enfants et des jeunes qui fréquentent nos écoles, nos collèges et nos universités l'est encore plus. L'Amérique latine n'atteindra pas le seuil du développement économique sans augmenter la couverture et la qualité de son éducation. Au début de cette année, le *New York Times* a publié les résultats de la dernière évaluation PISA réalisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans 65 pays et dans laquelle on évalue les connaissances en lecture, mathématique et sciences des étudiants âgés de 15 ans. Il s'agit de la mesure de la qualité de l'éducation la plus reconnue à travers le monde. En lecture, les étudiants de Shanghai ont obtenu le pointage le plus élevé, suivis des étudiants de la Corée du Sud, de la Finlande, de Hong Kong et de Singapour. Les États-Unis sont arrivés au 17^e rang, l'Uruguay au 47^e, le Mexique au 48^e, la Colombie au 52^e, le Brésil au 53^e et l'Argentine au 58^e. Les résultats en mathématique et en sciences étaient semblables. Par contraste, la province de Québec est arrivée au 6^e, 5^e et 10^e rang dans ces catégories.

Je veux insister sur un point : nos universités ne forment pas les professionnels nécessaires à notre développement. L'Amérique latine instruit six professionnels des

sciences sociales pour chaque professionnel des sciences exactes ou pour deux ingénieurs. Les experts des sciences sociales sont nécessaires, mais ne le sont pas trois fois plus que les ingénieurs. Notre région ne pourra progresser tant et aussi longtemps que son système d'éducation ne sera pas le miroir de la société qu'elle cherche à instaurer. La visite des campus d'Amérique latine constitue un véritable voyage dans le temps. Les mêmes confrontations idéologiques des années 1960 et 1970 y ont cours, comme si le mur de Berlin était toujours debout et que la Chine et la Russie n'avaient pas reproduit les systèmes de production des États-Unis, du Canada ou de l'Europe occidentale. Nous préparons nos jeunes à affronter un monde qui a cessé d'exister. Au lieu de leur donner des outils pour tirer leur épingle du jeu dans un contexte mondialisé, comme les outils technologiques et linguistiques, ainsi que le soutien au démarrage d'entreprise, nos centres universitaires enseignent des théories désuètes et des doctrines dont les fondements ne sont plus reconnus.

Cette situation doit changer. Nos nations doivent commencer à récompenser les gens qui se consacrent à l'innovation et à la création. Nous devons privilégier l'initiative privée et célébrer les succès individuels. Nous devons investir en sciences et en technologie et réformer les programmes offerts par nos universités. Nous devons bonifier l'offre de crédit et simplifier les démarches pour les personnes désirant se lancer en affaires. Nous devons adopter des mesures pour attirer les investisseurs et promouvoir le transfert de connaissances. Nous devons comprendre que le pragmatisme constitue la nouvelle idéologie mondiale et que, comme le disait si bien Deng Xiaoping, peu importe si le chat est noir ou blanc, ce qui entre vraiment en ligne de compte est qu'il chasse les souris.

Un autre obstacle au développement de l'Amérique latine est le manque de confiance et l'insécurité juridique. Nous avons tendance à oublier que la valeur primordiale dans une économie mondialisée est la confiance. Le talon d'Achille de notre région, en plus de constituer l'une des attitudes que nous devons urgemment modifier au cours des prochaines années, est que nous sommes pleins de surprises, dans le mauvais sens de l'expression. Il existe des pays où les propriétaires sont expropriés sans aucun motif, où les permis sont révoqués en raison de pressions politiques et où certaines décisions judiciaires n'ont absolument aucun fondement légal.

Il est tout aussi urgent de réformer nos appareils étatiques. La sclérose qui a traditionnellement paralysé nos États constitue le pire des pièges pour notre développement et pour la stabilité de nos démocraties. Pour permettre un véritable changement vers une culture de la liberté, il faut s'assurer d'une intervention publique plus diligente en réponse aux demandes des citoyens et augmenter les ressources de nos fiscaux afin de garantir que les individus les plus riches paient leur juste part d'impôts. Mais augmenter les revenus de l'État ne suffit pas. Il faut également dépenser ces ressources de façon éclairée. Il faut déterminer nos priorités et planifier en ayant en tête le développement humain. L'Amérique latine a une dette énorme à ce chapitre, non seulement parce que les dépenses dans ce domaine ont été peu élevées, mais également parce que les fonds ont été mal dépensés. La multiplication des armes, des forces armées et des soldats mettent un frein au développement de la région. Il est pour le moins ironique que la réduction des dépenses militaires été soulevée n'ait à aucun moment lors des discussions sur les moyens de faire face à la crise économique internationale. Nos législatures ont mené des débats enflammés sur les sauvetages financiers et les plans de rétablissement économique, mais pas un mot n'a été prononcé sur les dépenses militaires, qui ont totalisé 1630 billions de dollars en 2010 à l'échelle internationale. Ces fonds ont servi à alimenter la guerre et non nos enfants; ils ont payé le salaire de soldats et non de médecins. De nombreux pays réduisent le financement

des programmes sociaux en raison de la crise économique internationale, mais leurs dépenses militaires continuent d'augmenter de manière aberrante.

Le dernier thème dont j'aimerais traiter est la nécessité d'une présence accrue des femmes en politique afin de faire de notre région un endroit plus juste et véritablement démocratique. S'il est vrai qu'on ne peut pas arrêter le cours de l'Histoire, au chapitre de la liberté politique et du droit des citoyens à élire leurs représentants, pratiquement rien n'a été fait pour mettre un terme à certaines formes de violation des droits de la personne qui sont beaucoup plus anciennes et enracinées. S'il est important de se souvenir que le mur de Berlin a déjà empêché des millions de personnes de devenir maîtres de leur destin, nous devons à plus forte raison nous rappeler que la misère a ses enclaves dans les villages et les villes des pays sous-développés, et que la femme est trop souvent placée dans une position de subordination.

Nous devons être les agents de profondes transformations et ne pas demeurer indifférents face au sort de ceux qui font l'objet de discrimination. Je veux aujourd'hui insister particulièrement sur le besoin, la pertinence et l'urgence de poursuivre la lutte contre une forme ancestrale de discrimination : celle commise envers les femmes. Ces dernières, de même qu'un nombre croissant d'hommes, découvrent chaque jour de nouvelles manières d'impulser la plus importante révolution de l'histoire humaine, soit le démantèlement d'une culture injuste et sexiste. Une révolution cherchant à mettre fin à la constante et insidieuse exploitation de la moitié de l'humanité.

Je crois qu'il n'y aura pas de paix sociale permanente ni de démocratie stable tant que la forme la plus pernicieuse de domination et d'exploitation se maintiendra : celle d'un genre envers l'autre. Nous savons tous que la discrimination envers les femmes se traduit par une iniquité en matière d'emploi et d'accès aux soins de santé et à l'éducation, que ce soit sur le plan de la qualité ou de la pertinence. Elle crée un grand nombre d'inégalités sur le plan économique, politique, salarial et au chapitre de l'emploi.

J'aimerais aborder cette question de manière plus générale. Nous ne devons pas oublier qu'il existe une corrélation directe entre la violence et l'exclusion. La violence qui sévit actuellement un peu partout est causée par notre rejet de la diversité, de la collaboration et de l'égalité. Elle se déchaîne parce qu'un trop grand nombre de personnes se voient systématiquement nier le droit à tout ce qui confère de la dignité, notamment la possibilité d'être maître de son destin et de contribuer à définir celui de sa collectivité. Notre monde est violent parce qu'il cultive l'exclusion. Ainsi, la lutte contre le sexisme, le racisme, la pauvreté, et toutes les causes revendiquant le droit pour chaque individu de participer pleinement à la vie de sa communauté, sont des causes essentielles pour l'ensemble de l'humanité : combattre l'exclusion et faciliter la participation en toute égalité sont, en fin de compte, des manières d'éliminer les germes de la violence qui est aujourd'hui source de préoccupation.

Pendant longtemps j'ai insisté sur le fait que l'éducation est l'un des instruments les plus efficaces dans la lutte contre les inégalités et la misère. Mais cet effort doit être orienté de manière à favoriser les individus les plus vulnérables et doit viser prioritairement les besoins éducatifs des femmes. Le défi consiste non seulement à offrir à ces dernières une meilleure éducation, mais également à les éduquer en vue de leur développement et non de leur subordination. J'ai dit à plusieurs reprises qu'en éduquant une femme, on éduque une famille entière.

La caractéristique la plus admirable et la plus enrichissante de l'humanité est sa diversité. Chaque genre, chaque groupe, chaque individu se montre sous des traits uniques et irremplaçables. Nous possédons tous une sensibilité, une intelligence et une créativité uniques. Réprimer ces traits appauvrit le genre humain. Le monde sera promis à un brillant avenir le jour où le mot « nous » se référera à l'ensemble de l'humanité.

Mes chers amis,

Ne permettons pas que ce siècle soit à l'image de celui qui s'est achevé. Nous devons nous employer énergiquement à créer un monde plus solidaire et moins égoïste; plus transparent et moins corrompu; plus équitable et moins injuste; qui privilégie l'éducation au détriment de l'ignorance, et l'intégration commerciale au détriment du protectionnisme. Bien que la mondialisation, la croissance économique et les institutions démocratiques ne constituent pas la réponse à tous nos maux, elles nous offrent un monde de possibilités dont il faut profiter.

Il nous faut adopter une nouvelle direction, non pas au hasard, mais de manière réfléchie. Voilà l'ampleur de votre tâche, la portée réelle de votre mandat en qualité d'élus : améliorer la vie de ceux qui vous ont confié ces fonctions pour une période déterminée. Vous êtes les instruments du bien commun, les dépositaires des valeurs démocratiques les plus précieuses comme la tolérance, la patience, la générosité et la fierté que permet l'engagement politique civilisé.

Dans l'un de ses aphorismes, Ludwig Wittgenstein nous prévenait que « Celui qui est simplement en avance sur son temps, son temps le rattrapera un jour. » Il est crucial d'assimiler cette leçon. Il est essentiel que les hommes et les femmes d'Amérique latine lèvent les yeux pour prendre de l'avance sur notre époque et celle qui suit. Nous devons voir les choses en grand et en considérant la signification historique de ce que nous entreprenons, et projeter nos rêves au-delà de l'horizon. Dans le cas contraire, notre époque nous rattrapera de nouveau et le futur ne sera rien d'autre que le présent se répétant à l'infini.

Merci.